



Vos photos professionnelles. Préparer leurs usages.

Cette fiche vous aide à préparer votre échange avec Studio Timeless. Elle ne constitue ni un contrat ni une autorisation de diffusion. Les droits accordés sont ceux du devis ou du contrat accepté.

1. Qui utilisera les images ?

Indiquez l'entreprise bénéficiaire, les marques concernées et les éventuels partenaires, filiales ou médias destinataires. Précisez si votre agence intervient uniquement pour votre compte.

2. Pour quels supports et quel objectif ?

Listez vos usages : site, LinkedIn, réseaux sociaux, fiche Google, presse, brochure, affichage ou publicité payante. Pour l'impression, précisez les formats et les quantités envisagées. Une publication organique et une campagne sponsorisée sont à distinguer.

3. Pendant combien de temps et où ?

Prévoyez une date de début, une durée et le territoire de diffusion. Signalez la diffusion en ligne. Si vous souhaitez une exclusivité, formulez-la expressément pour en définir le périmètre.

4. Quelles images et quelles adaptations ?

Identifiez les photographies concernées. Annoncez les recadrages, ajouts de texte ou de logo et autres adaptations souhaitées. Convenez des formats avec le studio et conservez la mention de crédit prévue.

5. Qui apparaît sur les photographies ?

Pour les portraits et la communication de l'entreprise, préparez les autorisations des personnes reconnaissables. La cession du photographe et le droit à l'image des personnes sont deux sujets distincts.

Avant de publier, puis si le projet évolue

Gardez ensemble les fichiers, le devis ou contrat, la facture et les autorisations utiles. Vérifiez que l'usage prévu est couvert. Pour une nouvelle campagne, un autre bénéficiaire ou une prolongation, contactez-nous avant diffusion afin de préciser l'extension nécessaire et son éventuel coût.

Repères adaptés du guide entreprises FFPMI sur la cession de droits, complétés par Service Public (F22667 et F32103). Retrouvez les explications et les sources sur studiotimeless.fr/cession-droits-photos-professionnelles/.



TOUS LES USAGES PROFESSIONNELS

Les droits, en clair. Loi, TVA et renouvellement.

Payer les photos ne transfère pas tous les droits.

Une photographie originale est protégée par le droit d'auteur. Commander la séance, payer la facture ou recevoir les fichiers ne transfère pas, à lui seul, tous les droits d'exploitation. La réalisation des images et l'autorisation de les utiliser sont deux composantes de votre commande. Références : CPI, articles L111-1 et L111-3.

Un écrit précise ce que vous pouvez faire.

Les contrats de transmission de droits d'auteur doivent être écrits. Chaque droit cédé doit être identifié ; son exploitation doit être délimitée par son étendue, sa destination, son territoire et sa durée. Précisez les images, les bénéficiaires, les supports, les adaptations et le prix convenu. Une cession n'efface pas le droit moral du photographe : respect de son nom et de son œuvre. Références : CPI, articles L131-2, L131-3 et L121-1.

Quelle durée prévoir en France ?

Aucune moyenne nationale fiable n'a été identifiée dans les sources consultées. Comme repères, l'UPP cite une publication, 1 an, 3 ans ou 10 ans ; la FFPMI donne aussi 1, 3 et 10 ans en exemples. Ces durées ne constituent ni une moyenne statistique ni une durée imposée. Choisissez une période adaptée au projet et inscrivez-la dans le contrat.

À l'échéance, anticipez la suite.

Il n'existe pas de renouvellement annuel obligatoire pour toutes les photos : la durée et les éventuelles modalités de renouvellement sont celles du contrat. Pour continuer au-delà de la période autorisée, faites confirmer la prolongation avant l'échéance et ses conditions, y compris son éventuel prix. À défaut de droit valable, cessez les usages concernés. Faites préciser le sort des anciennes publications en ligne et des stocks imprimés. Un nouveau support, territoire, bénéficiaire ou objectif peut aussi nécessiter une extension avant utilisation.

TVA à 10 % : pour quelle opération ?

En France métropolitaine, les cessions de droits patrimoniaux d'auteur éligibles relèvent du taux de TVA de 10 %, lorsque la TVA est due. Ce taux ne s'étend pas automatiquement à toute la prestation photographique : les autres opérations suivent leur régime propre. En franchise en base applicable, aucune TVA n'est facturée. Le devis et la facture doivent refléter la nature réelle des opérations et le régime fiscal applicable. Références : Code des impositions sur les biens et services, articles L213-225 et L213-228 ; BOFiP, BOI-TVA-LIQ-30-20-100, § 200 à 240 et 320.

Une facture claire, un dossier à conserver.

Demandez un devis ou contrat qui distingue la réalisation et le périmètre des droits, puis une facture détaillée cohérente avec cet accord. Une simple mention « séance photo » ne décrit pas les usages autorisés. Conservez ces documents avec les fichiers et les autorisations des personnes reconnaissables : leur droit à l'image reste distinct des droits du photographe. Une diffusion sans autorisation ou hors du cadre convenu peut entraîner un retrait et une demande d'indemnisation.

Fiche pédagogique, sans attribution de droits ni modification de votre contrat. Repères vérifiés le 13 octobre 2026. Guide FFPMI complété par le Code de la propriété intellectuelle, le CGI, le BOFiP et Service Public.

Consulter les textes et explications : studiotimeless.fr/cession-droits-photos-professionnelles/



TOUS LES USAGES PROFESSIONNELS

Vos images, bien utilisées.

Des images préparées pour votre communication

Un photographe professionnel vous aide à traduire votre objectif en images : préparation, lumière, direction, sélection et finitions. Définir les formats et les usages dès le départ vous permet de constituer un ensemble cohérent, plus simple à utiliser sur vos supports.

Quel crédit faire apparaître ?

À chaque publication, reproduisez le crédit communiqué avec les images, en mentionnant le photographe auteur et Studio Timeless selon la formulation fournie. Placez-le dans la légende ou à proximité de la photo ; transmettez-le aussi à votre agence, à la presse et aux partenaires autorisés. Identifier le compte du studio complète le crédit. Le crédit ne remplace jamais l'autorisation d'utilisation. Référence : CPI, article L121-1, pour le respect du nom de l'auteur.

Dois-je demander un accord à chaque publication ?

Pas si la publication reste intégralement dans le cadre déjà autorisé. Respectez les bénéficiaires, supports, objectifs, territoires, dates, quantités et éventuelles limites de fréquence convenus. La rémunération suit les modalités du contrat ; une nouvelle diffusion n'entraîne pas automatiquement une nouvelle cession.

Puis-je recadrer, ajouter un filtre ou utiliser une IA ?

Utilisez les versions livrées adaptées au support. Avant tout recadrage, ajout de texte ou de logo, filtre, retouche ou transformation par IA, vérifiez les adaptations autorisées. Si elles ne sont pas prévues, demandez un accord. Conservez le crédit et respectez l'intégrité de l'image.

Puis-je transmettre les fichiers à un tiers ?

Vérifiez ses usages et son statut de bénéficiaire avant transmission pour publication. Joignez les consignes de crédit et les limites d'utilisation. Un sponsor, une filiale, un revendeur ou un employeur ne bénéficie pas automatiquement des mêmes droits que vous.

Que faire si mon projet change ?

Avant le nouvel usage, indiquez au studio la référence des photos, le bénéficiaire, le support, l'objectif, le territoire et la période souhaités. Faites confirmer si l'accord actuel suffit ou si une extension est nécessaire, avec ses éventuelles conditions tarifaires. Notez les dates exactes de début et de fin des droits ; ne confondez pas l'échéance de la galerie de téléchargement avec celle de l'autorisation d'utilisation.

Votre vérification en 30 secondes

Les bonnes photos ? Le bon bénéficiaire ? Le support et l'objectif prévus ? Une période encore valable ? Les adaptations autorisées ? Le crédit présent ? Les autorisations nécessaires des personnes reconnaissables ? Vérifiez ces points avec votre devis ou contrat avant diffusion.

Fiche pédagogique : consultez votre accord pour les usages effectivement autorisés. Sources : CPI, articles L121-1 et L131-3 ; Service Public, Contrat de cession de droits d'auteur. Explications et sources : studiotimeless.fr/cession-droits-photos-professionnelles/